



La Turquie mise en cause par la Russie pour son soutien à l'État Islamique

24/02/2016

Le Réseau Voltaire nous informe que la Russie a remis un rapport gênant aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU le 10 février dernier. Il s'agit d'un rapport de renseignement sur les activités de la Turquie en faveur des djihadistes, notamment ceux de l'État Islamique, opérant en Syrie.

Ce document livre une dizaine de faits qui, chacun, viole une ou plusieurs résolutions du Conseil

Ainsi, les services de renseignements turcs auraient organisé le transfert de combattants de Daesh de la Syrie vers le Yémen, par air et par mer. Le porte-parole de l'Armée arabe syrienne avait déjà dénoncé ce transfert d'au moins 500 djihadistes. Une telle information tendrait à prouver que les combattants de Daesh sont des mercenaires - et qu'ils sont au service des pays du Golfe, Arabie saoudite en tête, qui combattent l'insurrection houthiste au Yémen.

Le rapport russe évoque également un groupe de combattants tatars, appelé le « village tatar ».

Ce groupe est basé en Turquie et bénéficie donc de sa protection. Son activité est suivie de près par la Russie, car les Tatars constituent la seconde minorité nationale de la Fédération de Russie. Les Russes craignent que des Tatars ne soient formés au djihadisme en vue d'essaimer sur leur territoire. En attendant, ils auraient combattu en Syrie, aux côtés des djihadistes et en Ukraine, aux côtés des forces nationalistes.

Il est aussi question de trafics d'armes animés par des ONG humanitaires turques.

Il s'agit précisément de ces trafics que les États-Unis et la Russie ont convenu il y a quelques jours de ne plus tolérer. Si l'on en croit la déclaration finale du Groupe de soutien international à la Syrie, qui s'est réuni à Munich les 11 et 12 février dernier, les convois humanitaires ne contenaient jusqu'ici pas seulement du matériel humanitaire !

Une évolution américaine qui témoigne de ce que les menées agressives turques, révélées comme telles par la Russie, ne sont plus encouragées par l'administration Obama.